
Petite Histoire de la « Maison de la Dernière cartouche »

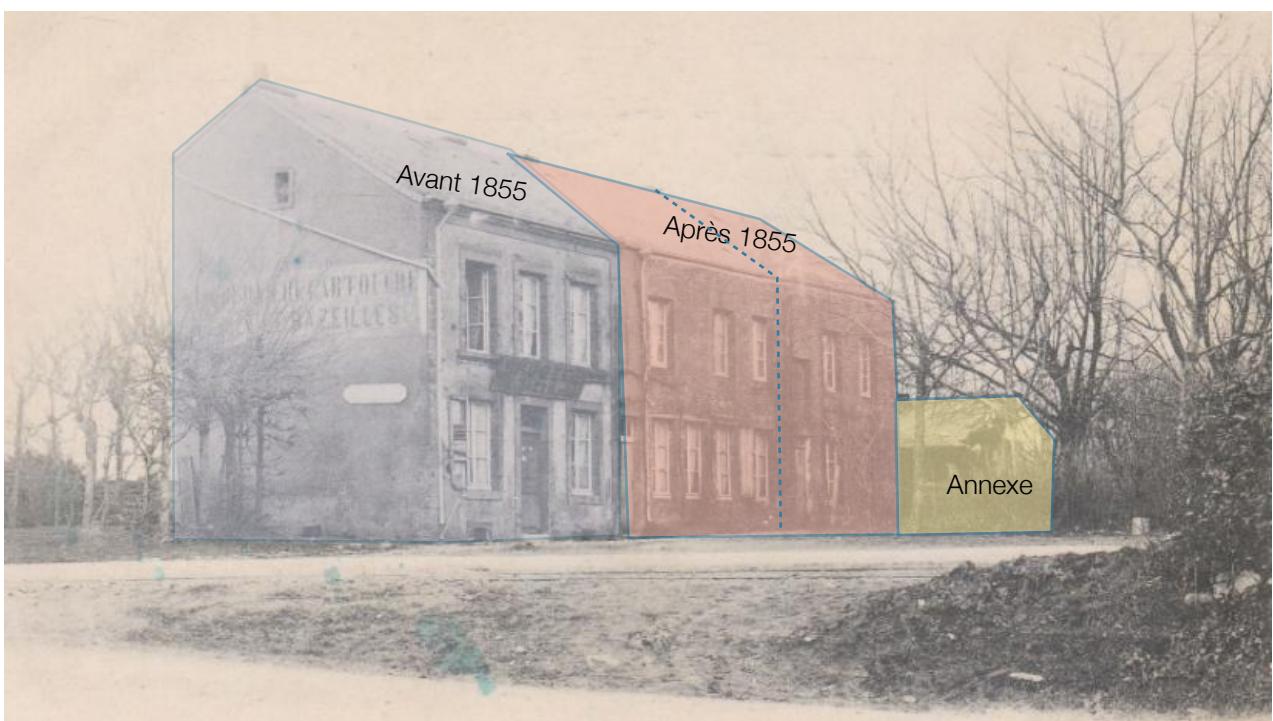
Gal (2S) Nicolas GRAFF
2021



La maison Bourgerie

Les origines

La maison Bourgerie est un assemblage de quatre bâtiments accolés. Le plus ancien est un logement d'un étage qui fut construit après 1841, car il ne figure pas sur le cadastre réalisé cette année-là, et avant 1855, date connue de la construction des extensions. Le dernier élément est un petit bâtiment annexe sans étage à l'extrémité ouest de l'ensemble qui servait à l'origine d'atelier et de forge au propriétaire.



La famille Bourgerie

En 1870 la maison est le domicile de Jean-Joseph BOURGERIE (nom parfois orthographié BOURGERY). Celui-ci est originaire de La Chapelle, village ardennais à une dizaine de kilomètres au nord de Bazeilles, où il est né le 16 janvier 1820. Il réside déjà à Bazeilles lorsqu'il y épouse le 8 avril 1845 Jeanne Lucie HERBULOT, native du lieu le 13 décembre 1823. Jean-Joseph est balancier de profession et réalise donc des appareils de mesures et des poids. Il travaille notamment pour la société de chemin de fer en plein développement régional avec le projet de la ligne Mohon - Thionville qui se réalise et dont le tronçon Sedan - Carignan sera ouvert le 23 septembre 1861.

Jean-Joseph et Jeanne Lucie auront six enfants :

- Jean Baptiste Désiré BOURGERIE né le 20 juin 1847 et décédé le 6 septembre 1858
- Marguerite Léonie BOURGERIE née le 20 janvier 1849 et décédée le 25 juillet 1860
- Hermance Julie BOURGERIE née le 27 décembre 1850, épouse Emile Louis DEMANTIN le 4 janvier 1868 et décédée le 30 octobre 1924
- François Jules BOURGERIE né le 27 janvier 1854, époux Emilie Léonie MICHOT le 26 août 1884 et décédé le 20 juin 1915
- Marie Emilie BOURGERIE née le 11 juillet 1858 épouse Paul Firmin FOULON le 3 août 1881 (date de décès inconnue).
- Lucie Maria BOURGERIE née le 23 mai 1863, épouse Georges Eugène LAMOLINE le 11 février 1892 et décédée le 30 septembre 1912



Concernant la maison, elle est la propriété de la belle-famille de Jean-Joseph BOURGERIE. C'est en effet son épouse, Jeanne Lucie, qui en hérite à la mort de Jean Baptiste HERBULOT le 2 août 1864. Ce dernier était aubergiste et la maison va poursuivre son commerce d'auberge avec Jean-Joseph et Jeanne Lucie BOURGERIE . Au décès de Jean-Joseph BOURGERIE le 9 juillet 1880 sa succession ira à ses enfants à l'exception de la maison qui restera propriété de son épouse jusqu'à sa mort le 1er mars 1899.



Le 1er septembre 1870

Lorsque les combats s'approchent de Sedan, la famille BOURGERIE a quitté la maison. Bien que celle-ci soit isolée sur les hauteurs entre Bazeilles et Balan, son intérêt militaire reste moyen. En effet, contrairement à la villa Beurmann, elle ne bénéficie pas d'un panorama dégagé vers Bazeilles compte tenu du profil du terrain, de plus la présence de vergers et de jardins masquait les vues vers le village. En outre, toutes les ouvertures de la maison sont en façade sud, c'est-à-dire face à l'ennemi, et la maison est elle-même exposée aux tirs d'artillerie depuis les coteaux sud de la Meuse. Toutefois, elle constituait un réduit possible sur la route vers Sedan, elle offrait de bonnes vues vers la Meuse et elle disposait d'un puit pour le ravitaillement en eau.

Ce n'est que 3 heures après le début des combats, vers 07h30, le 1er septembre, que le colonel Louis ALLEYRON donne l'ordre au capitaine Eugène BOURGEY de s'engager avec une centaine de soldats pour repousser l'ennemi qui arrive de la Meuse suivant les lisières ouest du village. Ce dernier s'installe avec sa compagnie dans les bâtiments de la maison Bourgerie.



Jean Baptiste Eugène
BOURGEY

(21 août 1838 - 25 juin 1899)



Joann Friedrich Anton
LISSIGNOLO

(27 décembre 1824 - 19 juillet 1905)



Arcène Mathurin Louis Marie
LAMBERT

(23 juin 1834 - 11 janvier 1901)

Vers 09h00, alors que le repli de la Division bleue est amorcé, le commandant Arcène LAMBERT arrive blessé au pied et est allongé au premier étage. Le groupe qui l'accompagne se joint aux défenseurs. Ils sont maintenant près de 120 soldats de l'infanterie de marine répartis dans la maison. C'est alors que la villa Beurmann est évacuée et place la maison Bourgerie en première ligne. Toute retraite est impossible et la résistance s'organise sous l'impulsion du capitaine Georges AUBERT. Les ouvertures sont barricadées et des tireurs sont postés aux fenêtres du 1^{er} étage. Les échanges de tirs vont durer plus de deux heures et demi jusqu'à l'épuisement des munitions. La maison est criblée de projectiles, mais les Bavarois n'osent plus s'avancer. La situation s'éternise environ deux heures de plus. Puis les Bavarois s'enhardissent peu à peu et finissent par s'approcher de la maison. Le commandant LAMBERT décide de parlementer avec l'ennemi et accepte la reddition de la maison. Un capitaine bavarois, Friedrich LISSIGNOLO, va protéger la sortie des défenseurs vaincus de la colère de ses hommes.



Georges Antoine Auguste AUBERT
(17 mars 1838 - 15 avril 1899)

Il y a dans cette fin de la maison Bourgerie une reddition qui peut être mal perçue. En effet, les hommes se sont livrés, ce qui présente une nuance avec une capture au sens propre du terme et peut laisser place au soupçon d'avoir manqué de courage devant une « mort virile ». Grand admirateur de LA TOUR d'AUVERGNE (1743-1800), Carhaisien comme lui, le commandant LAMBERT en a conscience et n'aura alors de cesse de vouloir échapper au déshonneur. Il obtiendra ainsi du capitaine LISSIGNOLO avec lequel il se liera d'amitié jusqu'à sa mort, un témoignage écrit que la reddition des combattants de la maison Bourgerie s'est faite dans l'honneur.

Cet épisode dit « des Dernières cartouches » ne fut pas immédiatement connu du commandement, du fait que tous ces protagonistes furent évacués avant la capitulation de Sedan et sans témoin. Le commandant LAMBERT est même un temps porté disparu et longtemps le général Elie de VASSOIGNE le présument mort. C'est le capitaine BOURGEY qui consigne le premier récit des combats dans la maison Bourgerie dans son rapport établi le lendemain même, 2 septembre 1870, pour son chef de corps, le colonel ALLEYRON.

Le rapport du commandant LAMBERT est lui rédigé lors de son internement à Neubourg en Bavière d'où il sera adressé en novembre 1870 au général de VASSOIGNE en captivité à Dresde.

C'est l'aumônier Emmanuel DOMENECH qui est le premier témoin à évoquer la maison Bourgerie, sans la nommer, dans le journal *Le Constitutionnel* du 25 juillet 1871. Il écrit : « *Le matin, à 4 h. 20, le commandant Lambert fut attaqué par l'ennemi qui, pendant toute la nuit, avait passé la Meuse sur deux ponts de bateaux. Après avoir défendu le village maison par maison, le commandant Lambert fut pris dans la dernière, quand il n'eut plus de cartouches pour prolonger la défense.* »

Quelques mois plus tard, en octobre 1871, la mise en vente du livre *Les Régiments Martyrs* de Charles HABENECK va bouleverser la situation. Celui-ci révèle en effet le rapport fait par le commandant LAMBERT et en communique de larges extraits qui vont être repris par la presse. Le général de division Elie de VASSOIGNE est furieux de cette diffusion comme le reconnaît en 1895 le colonel Jacques ORTUS (1843-1919) : « *Oui ! le général de Vassogne a honoré de sa haine M. le commandant Lambert, qui fut obligé de permuter dans la ligne et que les mauvaises notes données par M. de Vassogne retardèrent tellement dans son avancement, qu'il était encore commandant quand ses camarades de promotion de l'infanterie de marine étaient déjà colonels. Mais cette haine vient de ce que le commandant Lambert avait laissé prendre copie de son Rapport officiel sur la*

défense de Bazeilles ». C'est à partir du rapport « fuité » du commandant LAMBERT que se construit sa légende de héros de Bazeilles. En réaction, le général de VASSOIGNE tentera bien de « tempérer » cette légende notamment en adressant en août 1872 un courrier au *Figaro* où il rappelle le rôle du général François REBOUL à Bazeilles en précisant que : « *c'est grâce à la vigoureuse énergie de cet officier général et à la*



Emmanuel DOMENECH

(4 novembre 1825 - 7 septembre 1903)

précision de ses ordres que M. le chef de bataillon Lambert, malgré ses demandes réitérées, n'a pas évacué, pendant la nuit du 31 août, .le village que nos ennemis harcelaient sans cesse, et dont ils n'ont pu prendre possession que le 1er septembre, vers onze heures du matin, après que la division d'infanterie de la marine eut exécuté l'ordre général de l'armée de battre en retraite. »

« À la Maison Mitraillée » devient « À la Maison de la Dernière cartouche »

Dans les jours qui suivirent les combats, Jean-Joseph BOURGERIE va retrouver sa maison dévastée, mais contrairement à l'immense majorité des bâtiments de Bazeilles (400 sur 423), la maison Bourgerie n'a pas été détruite par les flammes. Fort heureusement pour elle, les Bavarois ne l'ont pas incendié et les départs de feu y furent maîtrisés. Un de ses défenseurs, Aristide GERIN, né à Chuelles (45), marsouin du 2^{ème} de Marine à Brest qui exercera à partir du 1^{er} septembre 1877 les fonctions de facteur à Montbard (21) où il meurt le 21 septembre 1926, raconte en 1910 avoir mis le feu au matelas qui capitonnait la fenêtre avec la bourre de sa dernière cartouche et donc provoqué un début d'incendie. Celui-ci fut éteint par le Capitaine AUBERT lui-même, non sans quelques remontrances à l'imprudent !

Jean-Joseph BOURGERIE fera refaire le toit en partie détruit et reprend ses activités d'aubergiste sous l'enseigne « *A la maison mitraillée* ». Comptant ainsi constituer une attraction pour son commerce à partir des dégradations guerrières de la maison, il va conserver les murs extérieurs et les deux chambres du premier étage séparées par un cabinet de toilette dans l'état où ils sont : obus figé dans la façade, traces des balles, crevasses des murs, trou dans le plafond, buffet impacté et horloge frappée en plein cadran. Puis son fils Jules va collecter et récupérer de très nombreux objets liés à la bataille de Sedan qu'il expose dans deux pièces du rez-de-chaussée. Ainsi s'organise petit à petit le premier musée dans la maison Bourgerie, né en dehors de toute intervention étatique.

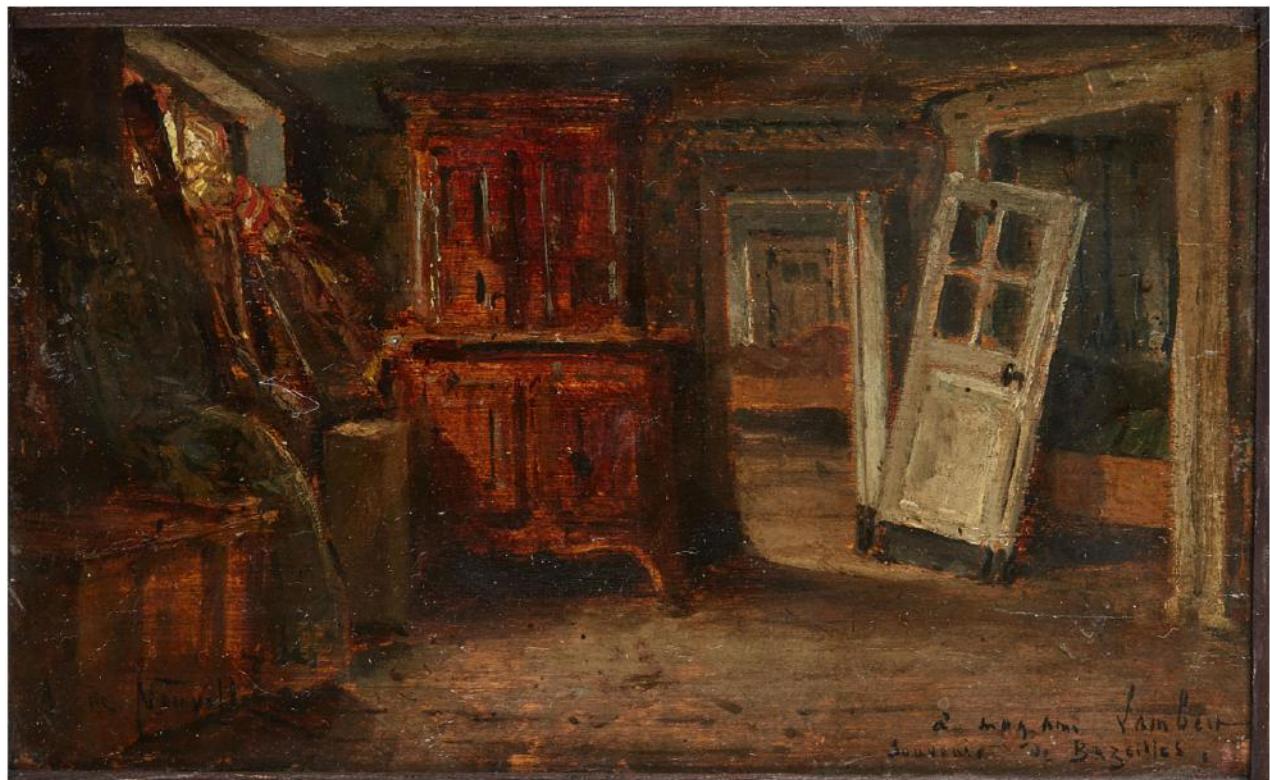


Aristide GERIN

(24 octobre 1848 -
21 septembre 1926)



Le plus vieux cliché connu
de la Maison Bourgerie
vers 1875



Huile sur panneau dédicacée par Alphonse de Neuville « à mon ami Lambert, Souvenir de Bazeilles »

En recherche d'inspiration artistique et d'un sujet patriotique, c'est la maison Bourgerie que visite Alphonse de NEUVILLE au printemps 1873. Il est accompagné par le commandant Arcène LAMBERT, dont il est un ami proche, et ce dernier lui raconte les événements qui s'y sont déroulés. Alphonse de NEUVILLE réalise ainsi son tableau « *Les Dernières Cartouches* » qu'il présente au salon de 1873 où il connaît un formidable succès.



Alphonse DENEUVILLE dit de NEUVILLE
(31 mai 1835 - 19 mai 1885)

et son tableau « *Les Dernières Cartouches* », 1873

La famille BOURGERIE change alors leur enseigne en « *À la Dernière Cartouche* ». C'est essentiellement à partir de là, avec ce célèbre tableau représentant une scène glorifiant l'armée française qui l'emporte sur le fait historique (aucun marsouin ne figure sur le tableau !), que la maison se transforme en un véritable lieu de pèlerinage patriotique. Les visiteurs affluent et la famille BOURGERIE finit par vivre du produit du musée car il est d'usage de laisser une pièce d'argent après la visite. Des registres recueilleront des signatures de personnalités de la seconde moitié du XIXe siècle comme celles de Marcel HABERT, Léon GAMBETTA, Sadi CARNOT, Joseph SANSBOEUF, Clovis HUGUES, Paul DÉROULÈDE, Jules SIMON, Joseph GALLIENI, Alfred DODDS, Louis FAIDHERBE, Alfred CHANZY ou Victor HUGO qui aurait laissé, dit-on, sur un registre ces deux vers extraits de son poème l'Hymne :

Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau.

La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau.

Il y aurait eu une cinquantaine de registres au total.

En écho au tableau, le rapport du commandant LAMBERT continue aussi régulièrement être reproduit dans la presse et les livres. Arcène LAMBERT représenté sous les traits du personnage au centre du tableau finit par devenir « *grand comme un héros antique !* » (Le Petit Marseillais - 20 décembre 1895) ».

En 1878 à l'occasion de l'Exposition universelle, une partie des objets collectés par la famille BOURGERIE, dont on dit que la collection complète représentait plus de 5 000 pièces, est exposée à Paris au 32, Boulevard Sébastopol. On y présente même des crins du cheval de MAC-MAHON ! ce qui fit écrire au chroniqueur ARGUS dans le journal *La Semaine des Familles* du 13 avril : « *Pour le coup, je déclare que j'aimerais assez connaître l'historique de ces objets étranges ; par quel heureux concours de circonstances, ou par quel flair de collectionneur, le créateur du musée de Bazeilles est-il parvenu à se procurer ces souvenirs qu'un Anglais couvrirait d'or ? Il y a eu dans le monde tant de boulets qui ont tué Turenne, tant de cannes de Voltaire et tant de clefs de la Bastille qu'il est bien permis de se renseigner un peu quand il s'agit des crins de cheval de MAC-MAHON. Mais n'insistons point sur ce sujet délicat : tel qu'il est le musée de Bazeilles, même avec quelques reliques excentriques, est intéressant comme une page d'histoire. Des deux immenses armées qui se sont entre-choquées sous Sedan, voilà ce que nous retrouvons aujourd'hui : quelques débris de ferraille et quelques lambeaux de chiffons... et dire qu'à l'Exposition on prétendra nous faire admirer des canons à portée inouïes et des mitrailleuses perfectionnées !* »

Après avoir eu une place de choix à l'Exposition Universelle de 1889, le tableau « *Les Dernières Cartouches* » est acheté 175 000 francs en 1891 par Olympe HÉRIOT dit « le commandant HÉRIOT » (1833-1899), héritier des Grands Magasins du Louvre.



Zacharie Olympe HERIOT

(5 juin 1833 - 22 juillet 1899)



Joseph Alphonse POITTEVIN
(8 décembre 1846 - 12 août 1906)

En 1897, un ancien sergent du 2^{ème} de Marine, originaire de Cumières (51) où il est vigneron, fait publier chez DUBREUIL à Épernay un livre intitulé *Bazeilles, ou les dernières cartouches*. Il s'agit d'Alphonse POITTEVIN (1846-1906). Son récit s'appuie sur des souvenirs vieux de plus de trente ans et il peut souffrir d'une inévitable déformation de la mémoire, mais beaucoup de faits à l'évidence ont visiblement été notés au jour le jour ; c'est d'ailleurs ce qu'atteste l'éditeur dans sa préface qui présente l'ouvrage comme étant des « *notes (...) réunies en un volume* ». Il ne peut pas non plus être nié l'influence d'autres récits pour combler les lacunes laissées par des notes personnelles, notamment l'évocation de situations militaires ou politiques qui ne pouvaient pas être accessibles dans l'instant à un simple sergent. Le passage des formes autobiographiques du « je » au « nous » et au « on » est d'ailleurs symptomatique de ces « emprunts ». Mais cet ouvrage reste un témoignage détaillé et sans doute des plus authentiques du parcours de la Division bleue et des combats de Bazeilles dont ceux menés à partir de la maison Bourgerie.

De la « propriété nationale » au Souvenir Français

En 1899, avec le décès de Jeanne Lucie HERBULOT épouse BOURGERIE, propriétaire de la maison, ces héritiers souhaitent la vendre aux enchères. L'annonce de cette vente intervient dans une période agitée. En effet, l'affrontement bat son plein par journaux interposés entre Arsène LAMBERT et Georges AUBERT. Cette querelle s'alimente du projet de monument de la défense de Bazeilles réalisé par le sculpteur Constant THOMSEN. Alors que le tableau « Les dernières cartouches » d'Alphonse de NEUVILLE représente « par amitié de l'artiste » le commandant LAMBERT en son centre, le monument prévoyait également une représentation du même commandant LAMBERT sur le socle, monument qui était prévu être placé devant la maison Bourgerie. Certains voyaient dans ces choix l'occultation volontaire du rôle du capitaine AUBERT dans la défense de la maison Bourgerie, et cette polémique intervenait en pleine affaire Dreyfus ! Les Dreyfusards qui défendaient AUBERT « l'oublié » cherchaient en fait à atteindre un LAMBERT dont les articles rédigés pour le journal *Le Matin* ne laissaient aucun doute sur ses sympathies anti-dreyfusardes. Des propos « antisémites » prêtés à LAMBERT envers AUBERT finirent de mettre le feu aux poudres et c'est dans cette « ambiance » que le poète François COPPÉE (1842-1908), également ami très proche de LAMBERT, adresse le 27 avril 1899, à Arthur MEYER



Défense de Bazeilles

Reconstitution du projet
du sculpteur Constant
THOMSEN

(1844-1924), directeur du journal *Le Gaulois*, une lettre proposant d'ouvrir une souscription pour acheter la maison Bourgerie afin de la reconvertis en musée. Il y demande notamment qu'*« il y faudrait mettre d'abord, bien entendu, une belle reproduction de la toile de Neuville et un portrait de l'intrépide général Lambert*. Peut-être serait-il encore possible de placer, comme gardien de ce musée commémoratif, un vieux combattant de Bazeilles, qui, en montrant aux visiteurs ce lieu où une poignée de Français arrêtèrent la marche victorieuse de l'armée allemande, pût dire simplement : « J'y étais ». »

Les Dreyfusards dénoncent cette opération comme une manœuvre des Anti-dreyfusards. Ainsi Lucien VICTOR-MEUNIER (1857-1930) dans un éditorial au vitriol intitulé *Bilboquet* écrit : « (...) Ô pauvres morts de Bazeilles, simples héros dont les restes, dans l'ossuaire tout proche, achèvent de devenir poussière, vous n'aviez pas mérité cette humiliation, cette honte ! Vous voilà, vous qui ne pouvez pas vous défendre, vous qui ne pouvez pas protester, enrôlés dans la Ligue de la patrie française ; car Bilboquet, c'est M. François Coppée (...) »

La souscription est finalement bien lancée. En deux jours, ce sont 7 010 francs qui sont réunis, puis la collecte atteint 13 208 francs 50 au troisième jour et 14 574 francs 50 le quatrième jour. Enfin, un généreux donateur anonyme ajoute 35 425 francs 50 (plus de 140 000 euros actuels) qui permet d'arrondir la collecte à 50 000 francs (près de 200 000 euros actuels) correspondant exactement à la somme exigée par les héritiers. Les dons se poursuivent encore les jours suivants et 702 francs 05 viennent s'ajouter à l'opération.

Le général LAMBERT, informé de l'heureux résultat, écrit au directeur du Gaulois : « Au nom de mes anciens compagnons d'armes, merci de l'empressement bien français que vous avez mis à réaliser l'idée d'un grand cœur : M. François Coppée. Grâce à vous, grâce à votre souscription, grâce à votre donateur anonyme, elle restera à la France, cette maison où nous sommes fiers d'avoir combattu et apporté une part de consolation à nos armes malheureuses. Quant à moi, malgré les attaques de journaux que l'étranger imprime en France, je puis vous assurer que mon ambition ne dépasse pas celle du « futur gardien » du musée : avoir le droit de dire : « J'y étais ! ». »



Charles Edmond VEIL-PICARD

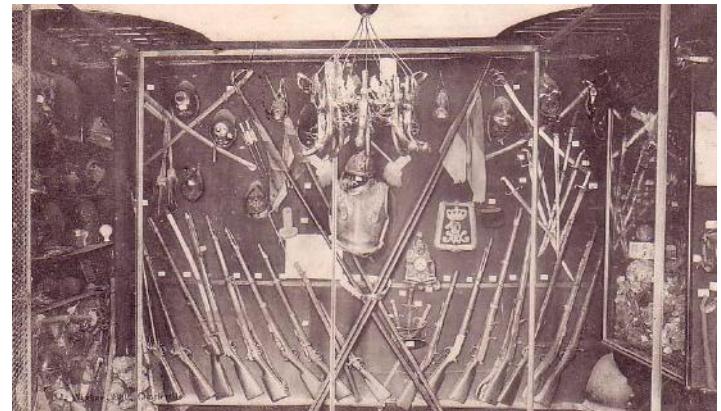
(14 février 1856 - 26 janvier 1947)

En pied-de-nez aux anti-dreyfusards, des journaux feront circuler le nom de la famille juive VEIL-PICARD comme étant les généreux donateurs. Le journal *Le Gaulois* reconnaîtra en juin 1904 lors de la Légion d'Honneur de son frère Arthur qu'Edmond VEIL-PICARD (1856-1947) fut l'un des principaux souscripteurs de la *Maison de Bazeilles* (sic) !

Dès 1899, le directeur du journal *Le Gaulois* fait part de son intention de faire don de la maison Bourgerie « à la France ». Il entame les démarches auprès des autorités de la III^e République, mais elles n'aboutiront pas.

A Bazeilles, les objets collectés par la famille Bourgerie à l'intérieur de la Maison des « Dernières Cartouches » sont organisés en un musée du souvenir que quelques dons viennent enrichir.

Le 28 octobre 1901 a lieu l'inauguration officielle de ce musée du souvenir grâce à l'action d'un comité d'organisation présidé par le sedanais Paul STOFFELS (1833 - 1912). Des représentants de la municipalité de Bazeilles, du Conseil municipal de Paris, de la Ligue de la Patrie française et de l'Association des vétérans avaient été sollicités pour constituer ce comité. Près de deux mille personnes assistent aux cérémonies. Le maire de Bazeilles est alors Jean Baptiste VAUTIER (1839-1921) un vétéran de 1870 mais également un des délégués généraux du Souvenir Français.



Panoplie d'armes présentée dans le musée du souvenir inauguré en 1901



Cérémonie de la remise de la maison des Dernières cartouches par « Le Gaulois » au Souvenir Français, le 5 septembre 1909

Dix ans après son acquisition, la maison est remise par le journal *Le Gaulois* à titre de donation au Souvenir Français. Cette remise fait l'objet d'une grande cérémonie le 5 septembre 1909 en présence de François-Xavier NIESSEN (1846-1919) le fondateur du Souvenir Français en 1887 et secrétaire général de l'association. La gestion est confiée à la section sédanaise du Souvenir Français présidée par le lieutenant-colonel François-Émile BAROTTE (1843-1914), sous-lieutenant de hussards en 1870 et retiré au château de La Moncelle.

L' « énigmatique » Jean Claude ROCHER

Lorsqu'en 1909, le Souvenir Français devient propriétaire de la maison et de son musée, il cherche un gardien parmi les survivants des combats qui s'y sont déroulés conformément au souhait émis par François COPPÉE décédé un an auparavant. Le Souvenir Français détient alors trois noms :

Il y a d'abord Julien DESPAYROUS, né le 28 octobre 1849 à Assier (Lot). Herboriste de profession lorsqu'il est libéré de ses obligations militaires il s'installe à Paris où il épouse le 2 mars 1878 Bathilde Philomène GOUJON de BEAUVIVIER, herboriste comme lui. Il monte avec Paul LOISEAU une société de négoce en produits chimiques et pharmaceutiques à partir de 1879 au 23, rue Vieille-du-Temple à Paris (3e) qui fera faillite en juillet 1884. Très impliqué pour les anciens des Troupes de marine et leur mémoire, il pétitionne en particulier pour donner le nom de Bazeilles à une des rues de Paris. Il devient délégué du Souvenir Français à sa création en 1887. En 1900, il organise un dîner en l'honneur du général GALLIENI qui part le 10 juin pour Madagascar et lui-même va quitter la métropole pour rejoindre Majunga peu de temps après. Il y sera gérant de propriétés, puis surveillant au Service des travaux publics à Tamatave, tout en poursuivant ses actions associatives comme délégué général du Souvenir Français, mais aussi au profit de la Société de secours aux militaires coloniaux (la Croix-Verte) et de la société des anciens militaires de l'infanterie de marine et coloniale.

Le deuxième défenseur survivant identifié est Pierre ASTIER, dit « *Le Père ASTIER* », vendeur de journaux à Limoges où il était né le 3 mars 1837. En 1870, il est caporal au 3^{ème} RIMa, médaillé militaire et décoré pour les campagnes de Crimée et du Mexique. Le récit qu'il donne des combats de Bazeilles mélange à l'évidence sa propre mémoire aux autres mythes et légendes « brodés » autour de la bataille. Ainsi il évoque pêle-mêle le curé de Bazeilles, le turco Sidi-Abd-Allah et le docteur Blank. En 1909, c'est un homme usé et dont l'épouse est handicapée. Il ne prendra pas la fonction de gardien et mourra le 10 février 1912.



A gauche, le « *Père Astier* » en 1910 et à droite « son personnage » tel qu'il « se reconnaît » sur le tableau d'Alphonse de Neuville

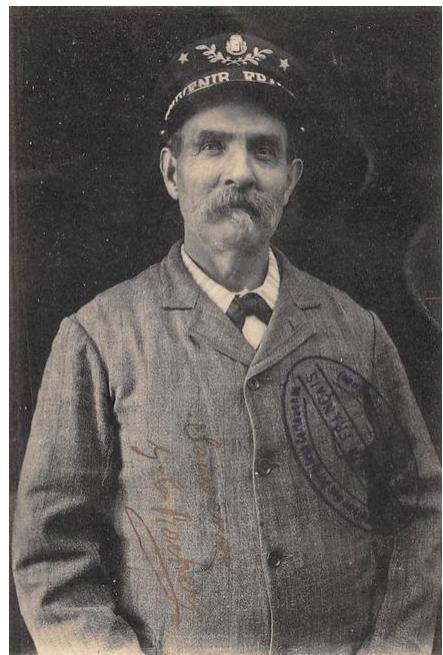


Le troisième candidat potentiel est Jean-Claude ROCHER. Il s'était fait connaître comme un des derniers défenseurs toujours en vie de la maison Bourgerie lors de la représentation de la pièce des « *Dernières cartouches* » de Jules MARY et Emile ROCHARD au Théâtre de l'Ambigu à Paris en 1903. Il avait pour cela adressé aux auteurs sa carte de visite. Il résidait alors au 78, rue du Bois à Clichy où il est journalier (selon la liste électorale de 1902 de cette commune). Mais qui est-il vraiment ?

Selon le registre des matricules militaire de la Haute-Loire de la classe 1868, Jean-Claude ROCHER est né le 30 décembre 1848 à Monistrol-sur-Loire, (où aucun acte de naissance à son nom n'a pu être trouvé !) d'une famille d'Aurec-sur-Loire qui réside à Saint-Didier-la-Seauve, le chef-lieu du canton. Lors du tirage au sort de la classe 1868, il obtient le n°1 du canton et est incorporé au 3^{ème} régiment d'infanterie de marine où il arrive le 10 janvier 1870. Immatriculé sous le numéro 20693, il sera réformé le 15 juillet 1872 par la Commission spéciale du département de la Seine. Outre le mystère de sa naissance, le registre des matricules ne mentionne pas non plus sa participation à la campagne contre l'Allemagne ni sa captivité à compter du 2 septembre 1870 contrairement à ses deux compatriotes d'Aurec-sur-Loire, les cousins Pierre et Antoine MIRAMANT, du même contingent et affecté en même temps que lui au 3^{ème} RIMa ! A l'issue de sa réforme en 1872, il déclare retourner vivre à Aurec-sur-Loire comme ouvrier du fer. Puis il va vivre à Saint-Etienne (42) dans le quartier du Soleil où il exerce le métier de chauffeur, avec son épouse Marie née MAURIN qui lui donnera six enfants. Ensuite il s'installe dans la région parisienne où il devient en 1882 employé à la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest comme ouvrier charron.

Jean-Claude ROCHER revient pour la première fois à Bazeilles assisté à la commémoration des combats le 3 septembre 1898, 28 ans après la bataille. Comme il s'est identifié comme ancien combattant de Bazeilles, le journal Le Gaulois va lui proposer le poste de gardien de la maison Bourgerie en 1899, mais il décline l'offre compte tenu de ses charges de famille. C'est alors un ancien combattant de Crimée, M. Pierre VILLETELLE qui prend la fonction.

Pierre VILLETELLE est né le 11 mai 1841 dans la Creuse à Poux sur la commune de Saint-Avit-de-Tardes. Celui-ci décède le 1^{er} février 1908. Jean-Claude ROCHER est alors disponible, il est recruté par Le Gaulois pour être gardien du Musée de Bazeilles dans la maison des « *Dernières Cartouches* » à compter du 21 février 1908. Le 1^{er} juillet 1909, il est reconduit dans ses fonctions par le Souvenir Français. Le contrat est alors d'un an. Il prévoit un salaire de 300 francs par an. En outre il peut conserver le revenu des pourboires et de la vente des cartes postales et il a toujours le bénéfice du logement dans la maison et des ressources du jardin. Mais rapidement les choses s'enveniment. Au 1^{er} juillet 1910, le comité sédanois du Souvenir Français constate que les pourboires constituent un revenu confortable au gardien de 7 à 8 000 francs (environ 30 000 euros) par an. Il décide alors d'un nouveau règlement dans lequel le gardien doit reverser 1 000 francs par an pour l'entretien



Jean-Claude ROCHER

(30 décembre 1848 - 3 mars 1924)

de la maison. Jean-Claude ROCHER n'accepte alors de donner que 600 francs. En conséquence, le lieutenant-colonel (er) BOUROUETTE décide de relever le gardien de ses fonctions et le somme de quitter la maison. Faisant face au refus de Jean-Claude ROCHER, l'affaire est portée devant le juge de Paix de Sedan. Or celui-ci, M. LEFORT, va rendre hommage au courage de Jean-Claude ROCHER et déclare, en substance, que son rôle est plus « *intellectuel* » que « *physique* » et qu'en proposant à l'intéressé la garde de cette maison qu'il a « *contribué à immortaliser* », le Souvenir Français ne pouvait pas le considérer comme un simple concierge, lui, « *le survivant de ces héros, qui, au milieu du désastre national, ont si vaillamment et si fièrement soutenu l'honneur de nos armes, dont on glorifie les exploits et dont on honore chaque année la mémoire...* » Pour le juge, Jean-Claude ROCHER est donc moins un gardien qu'un guide : il est un ancien défenseur chargé de faire revivre aux visiteurs « *les heures tragiques qu'il a passées dans la maison* ». Il conclut donc que le comité sédanais du Souvenir Français a la charge morale d'entretenir l'immeuble et ne devrait pas considérer le gardien, ancien défenseur de la maison, comme un domestique salarié. En conséquence il va se déclarer incompétent en novembre 1910. L'affaire est alors portée par le Souvenir Français au tribunal civil de première instance de Sedan. A la suite de quoi l'expulsion de Jean-Claude ROCHER est décidée. Mais, pour apaiser la situation, le Ministère de l'Intérieur le nomme gardien de la crypte du cimetière de Bazeilles.



M. GOBERT

Un nouveau gardien est choisi en la personne de M. (Alfred ?) GOBERT, celui-ci est également un vétéran de 1870-71, mais il n'est pas un ancien des combats de Bazeilles contrairement au souhait formulé par François COPPÉE. M. GOBERT a en effet servi dans l'infanterie de ligne et a été fait prisonnier lors de la reddition de Metz.

Toutefois la publicité faite autour de cette affaire va attirer les regards sur Jean-Claude ROCHER et encourager la presse à rechercher d'autres survivants. Ainsi, plusieurs noms vont s'ajouter à la liste des survivants comme HERREWYN, VRIET, PARVILLÉ, BEAUVARLET, CHARTIER et BARRIER. Or certains témoignages de ceux-ci finissent par soulever la question de la participation effective de l'ancien gardien au combat de la maison Bourgerie. La première interrogation vient de l'évolution constatée de son propre récit des combats qui varie entre 1908 et 1909. Puis c'est Alphonse POITTEVIN qui n'est pas convaincu lors de leur première rencontre en 1898 de la présence dans la maison Bourgerie de Jean-Claude ROCHER. Enfin c'est le témoignage d'Antoine BARRIER. Celui-ci, originaire de Rentières (63) et entrepreneur de fumisterie au 86, rue Thiers au Vésinet (78), affirme en effet en 1910 que Jean-Claude ROCHER lui aurait avoué à Clichy en 1903 ne pas avoir été dans la maison Bourgerie, mais dans une autre maison (probablement les maisons

GIRARDIN et VERMONT à l'entrée de Bazeilles sur la rue principale évoquées par ROCHER dans ses premiers récits et effectivement occupées par le capitaine BOURCHET de la 8^{ème} compagnie du 3^{ème} de marine à laquelle appartenait ROCHER). BARRIER décède le 24 janvier 1913 au Vésinet. Jean Claude ROCHER, de son côté, a écrit ses mémoires, elles n'ont jamais été publiées. Elles démontrent incontestablement qu'il était bien présent dans la Division bleue et qu'il a participé aux combats de Bazeilles, mais était-il vraiment présent dans la maison Bourgerie ? Jean-Claude ROCHER s'éteint le 3 mars 1924 en emportant la question.

D'autres anciens de Bazeilles seront présentés à leur décès comme des derniers défenseurs de la maison Bourgerie, mais la difficulté pour en authentifier l'exactitude vient du fait que la Maison Bourgerie va tellement incarner les héroïques combats de Bazeilles que la presse associe tous les anciens de la Division bleue aux « Dernières cartouches ». Ainsi, le chef de bataillon Théodore de BASIRE en 1924 à Toulon, Aristide GERIN en 1926 à Montbard, le colonel Georges GUYONNET en 1928 à Saint-Jean-d'Angély, Gustave THIEFAIN en 1928 à Signy-le-Petit, Ange VOYRON en 1931 à Villefranche-en-Beaujolais et Henri GAUTIER en 1936 à Turgéras seront tous présentés comme ayant fait le coup de feu dans la maison Bourgerie. Dans l'état actuel des recherches, si le témoignage d'Aristide GERIN laisse peu de doute sur le fait qu'il fut effectivement un des défenseurs de la maison Bourgerie, ceci ne sous-entend pas que les autres ne le furent pas.

Une difficile traversée des deux guerres

Suite à l'invasion des Ardennes en 1914, la rive droite de la Meuse du Sedanais va être occupée par les Allemands du 25 août 1914 au 17 novembre 1918. Peu de choses sont connues sur le fonctionnement du musée dans cette période. Il semble que la maison fut fermée et les collections auraient été dissimulées. Les quelques cartes postales envoyées par des soldats allemands dans cette période laissent par contre supposer qu'elles étaient toujours mise en circulation pour la vente.

La Première Guerre mondiale marque le début d'un déclin de la maison Bourgerie..

Au lendemain de la victoire de 1918, le pèlerinage en Belgique des familles de soldats français y ayant combattu maintient un peu d'activités pour le musée, mais les grandes commémorations annuelles des combats de Bazeilles cessent. 1918 a lavé 1870.

En 1923 le gardiennage est confié à Mlle GUILLAUME qui occupera ce poste jusqu'à la fin des années 1950.

Au cours de la seconde guerre mondiale, le musée sera fermé et les collections, une fois de plus, cachées. Des bâtiments dans Bazeilles ont été endommagés par les bombardements en 1940 qu'un marrainage avec la ville de Valence permettra de remettre en état. La maison Bourgerie, elle, a été épargnée. Mais Bazeilles est une ville morte. En 1941 Bazeilles ne compte plus que 270 habitants contre 1271 en 1936.

Bien que cachées les collections seront pillées deux fois en 1940 puis en 1944 « *par des collectionneurs sans vergogne et qui malheureusement n'étaient pas tous ennemis !* ».

La Libération permet la réouverture du musée, mais ne sonne pas de jours meilleurs pour ce dernier. Le déclin se confirme.

La « résurrection »

En 1949, dans la revue Tropiques du 1^{er} août, le lieutenant WASTIN livre un article sans concession intitulé « *A Bazeilles ... pèlerinage solitaire en 1949* » révélant l'état d'abandon du maison Bourgerie : « *J'achève ces quelques lignes dans la grande salle du rez-de-chaussée cependant que Mlle Guillaume, la gardienne, me conte les vicissitudes du Musée au cours de ces dernières années. Des touristes ont franchi le seuil. Ils se sont arrêtés par hasard et bavardent très fort. « Il » confondait Bazeilles et... Bazaine ! « Elle » qualifie de « vieilles ferrailles et bric à brac » ce qui subsiste du musée, de « gaufrier » une culasse de mitrailleuse. Et puis*

je les entends rire au premier... Sur la table, un portrait jauni et déchiré du Sous-Lieutenant Escoubet (...) ; on distingue à peine les traits, les ancras au col, sous la poussière... Demain, les araignées le cacheront, demain... et quand la gardienne disparaîtra, les volets resteront désespérément clos.

Les voitures passeront plus vite et il n'y aura plus du tout de visiteurs.

Sur la Gloire de nos Anciens s'étendra l'ombre de l'oubli comme la poussière sur cette image, et pour les jeunes « Marsouins », s'il en existe encore, ces deux syllabes n'auront plus que la sonorité confuse des églises abandonnées et l'écho subconscient des mystères oubliés : Bazeilles ! »

En écho à ces écrits, en 1950 un Comité national des Traditions - CNT - est initié par Messieurs SERIAU et DESHAYES. Tous deux retraités d'Electricité de France, ils avaient servi comme sous-officiers au 4^{ème} régiment d'infanterie coloniale, pendant la campagne de France en 1940. Le 3 février 1950 lors de la première délibération du conseil d'administration, ils exposent la nécessité de créer un comité pour commémorer l'anniversaire des combats de Bazeilles dont le souvenir semble abandonné, obtenir la réfection de l'ossuaire qui est délabré, remettre en état la maison "de la Dernière Cartouche" en très mauvais état et dont les collections du musée qu'elle contient, ont été pillées, et enfin veiller au maintien des traditions des Troupes coloniales. Ils bénéficient de l'appui du général Raoul SALAN qui est alors Directeur des Troupes Coloniales. Les statuts sont déposés à la Préfecture de Police de Paris le 1^{er} mars 1950. Le 1^{er} août le Comité devient responsable de l'entretien et du gardiennage de la maison de la "Dernière Cartouche" aux termes d'un contrat qui le lie à l'association le "Souvenir Français". Le dimanche 3 septembre suivant, il organise le premier pèlerinage officiel à Bazeilles présidé par le général SALAN représentant le Secrétaire d'Etat aux Forces Armées - Guerre. Le 23 juillet 1951 le général Henri LAPIERRE, alors Directeur des Troupes Coloniales, décide d'instituer l'anniversaire des combats de "Bazeilles" comme fête unique des Troupes Coloniales et Madame Marcelle GRUSS-GALLIENI, fille du Maréchal Joseph GALLIENI coupe symboliquement le ruban du « nouveau » musée de la Dernière cartouche le 2 septembre 1951. Il reste toutefois des travaux à réaliser. Mais, parallèlement la générosité des Marsouins et Bigors a été sollicitée et les dons affluent. En 1952 et 1953 la priorité est donnée à l'Ossuaire particulièrement en mauvais état car la terrasse qui le recouvre avait été utilisée par les Allemands pour y installer des pièces d'artillerie antiaériennes au cours de la Seconde Guerre mondiale. A partir de 1954 toutes les sommes recueillies sont affectées à la maison Bourgerie. Le Service du Matériels et Bâtiments Coloniaux s'implique et un de ses sous-officier, l'adjudant BORDERIE, est détaché par le colonel HERVOUËT pour surveiller les travaux. Une signalisation est mise en place et le nombre de visiteurs augmente.

La Maison Bourgerie est sauvée.



Mme Marcelle GRUSS-GALLIENI
coupe le ruban du « nouveau » musée -
2 septembre 1951



« Pèlerinage » vers la maison Bourgerie en 1952

En 1960 la toile d'Alphonse de Neuville est mise en vente à Versailles par Me BLACHE et adjugée 9 000 francs au CNT. En juin 1965, le tableau est installé dans la maison Bourgerie.

En 2002, la maison-musée de la Dernière cartouche est répertorié parmi les musées locaux par le ministère de la Culture et figure ainsi dans nombre de guides touristiques.

La Fédération nationale des anciens d'outre-mer et anciens combattants des troupes de marine anime le Comité national des traditions et ce dernier est propriétaire des collections et gère la maison Bourgerie avec le concours du Souvenir français.

En 2003- 2005 le Comité national des traditions conduit un projet de rénovation de la maison-musée avec le soutien financier des collectivités territoriales. A cet effet, l'étude de la remise à niveau de la Maison de la Dernière cartouche a été confiée fin 2001 par le Comité national des traditions à la société Mostra Conseil. L'audit mené détermine les aménagements nécessaires à entreprendre et un plan triennal de travaux est établi. L'idée maîtresse qui préside l'organisation du musée s'inspire du souci fondamental pour les Troupes de marine de conserver à la maison Bourgerie le caractère émouvant d'un lieu où des hommes se sont battus, dans l'environnement familier d'une maison d'habitation.

Une action de mécénat a permis l'étude scientifique et la restauration du tableau de la dernière cartouche. Rénové, le musée de la Dernière cartouche s'inscrit désormais au cœur d'un chemin de mémoire axé sur la guerre franco-allemande de 1870-1871 et demeure un haut-lieu de la mémoire des Troupes de marine.



1875

(sans doute le plus vieux cliché connu, persienne cassée et quelques tuiles
encore manquantes sur le toit)



1880

(enseigne « Joseph Bourgerie » enlevée et palissage des arbustes contre le
mur, persienne réparée)



1890

(le conduit de la première cheminée a été modifiée)



1920

(la mention « Souvenir Français » en place sur le pignon et la première
cheminée de nouveau modifiée et présence de Mlle GUILLAUME)



1925

(un obusier de la guerre de 1914-18 toujours installé devant la maison)



1934

(pas de changement notable)



1949

(Herbes folles et persienne de volet cassé !)



1960

(Extérieurs réaménagés)



2017
(état actuel)



Maison avec probablement Jean-Joseph Bourgerie sur le seuil



Montage représentant la maison à l'issue des combats